



locales reconnues à y participer. Certains ont répondu à l'appel, d'autres ont refusé. Tout le monde n'est pas allé non plus au Concile de Crète convoqué par le patriarche de Constantinople en 2016. Ici, il ne s'agit même pas d'un concile panorthodoxe, ni même de ce qu'on s'est mis à appeler ces dernières années une « synaxe », c'est-à-dire une rencontre officielle des primats. Il s'agit d'une rencontre fraternelle entre ceux qui ont souhaité y participer, pour discuter des sujets qui ne sont accumulés. Quelqu'un doit bien aider les Églises orthodoxes à trouver une issue à la crise. Aujourd'hui, c'est le patriarche de Jérusalem qui a pris l'initiative d'organiser une discussion.

- **Le refus de participer du Patriarcat d'Antioche était-il inattendu ? Comment l'expliquez-vous ?**

- En son temps, le Patriarcat d'Antioche avait refusé de participer au Concile de Crète à cause d'un conflit non régulé avec le Patriarcat de Jérusalem sur la question de la présence ecclésiale au Qatar. La même raison est invoquée dans le communiqué du Patriarcat d'Antioche, annonçant son refus de participer à la rencontre d'Amman. Pour autant que nous sachions, ces derniers jours, des négociations ont été menées entre Antioche et Jérusalem à ce propos, mais, visiblement, ils ne sont pas parvenus à un plein accord.
- **Et comment expliquez-vous le refus des Églises bulgare et géorgienne ?**
- Encore une fois, ce sont deux Églises qui avaient refusé de participer au Concile de Crète, et chacune avait ses raisons. Le patriarche de Géorgie a, notamment, motivé son refus en assurant que les problèmes devaient être résolus au niveau panorthodoxe, c'est-à-dire avec la participation de toutes les Églises.

L'absence de certaines Églises à Amman ne diminue pas l'importance de cette rencontre. A l'époque où quatre Églises avaient annoncé leur refus de participer au Concile de Crète, le patriarche Bartholomée l'avait maintenu malgré tout, et les décisions de ce Concile sont considérées comme obligatoires pour les Églises y ayant pris part. Il n'est pas prévu de prendre des décisions à Amman. Cette rencontre n'a pas pour objet de prendre des décisions, de discuter fraternellement des problèmes en présence et des moyens de sortir de la crise.

Espérons que la rencontre d'Amman sera le début d'un processus de discussion des problèmes panorthodoxes, auquel s'adjoindront ensuite d'autres Églises.

- **En dehors de la question ukrainienne, quels problèmes seront soulevés ?**

- Je pense que l'Église serbe voudra parler de la situation au Monténégro, dont les autorités ont adopté une loi discriminatoire, leur permettant de s'approprier les biens de l'Église canonique pour les remettre à d'autres structures. On discutera aussi peut-être de la situation en Macédoine du Nord.

Par ailleurs, il y a des sujets qui doivent être abordés au niveau panorthodoxe, mais qui ont été retiré de l'ordre du jour du Concile de Crète avant même sa convocation. Il s'agit, notamment, de savoir qui a le droit d'octroyer l'autocéphalie et dans quelles circonstances. Durant le processus préconciliaire, les Églises étaient parvenues à un accord de principe, suivant lequel l'autocéphalie ne pourrait, à l'avenir, être proclamée qu'avec l'accord de toutes les Églises locales reconnues. Mais Constantinople a d'abord obtenu le retrait de cette question, et déclare désormais que l'accord en question n'avait pas de valeur ; il s'attribue le droit arbitraire d'intervenir dans les affaires d'autres Églises, de redessiner leurs frontières, d'accorder l'autocéphalie à qui bon lui semble, y compris à des schismatiques n'ayant pas seulement été canoniquement ordonnés.

Nous sommes confrontés à une situation inouïe, provoquée par les actes d'un des primats. Il se prend pour « le premier sans égaux », affirme avoir le droit d'agir arbitrairement, sans l'accord des autres

Églises. Dans ce contexte, les primats et les représentants des Églises locales ont de quoi discuter et à quoi réfléchir.

---

Source: <https://mospat.ru/fr/news/45659/>